

Jean-Marc Coppola
CN du 25 avril 2008

Notre travail avec les élus

Tout d'abord je commencerai par la photographie dans les Bouches du Rhône

En terme d'élus nous avons 2 parlementaires, 15 maires, 6 Conseillers généraux, 7 Conseillers régionaux, des Conseillers municipaux et 3 Présidents de Communautés.

Au sortir de cette séquence électorale, nous ne perdons aucune commune, et nous en gagnons même 3 nouvelles, 2 sur la droite, et une qui avait un maire socialiste. C'est parfois le résultat d'un long processus, 7 années de persévérance et pour une, 19 ans de travail pour une reconquête.

Des communes que nous gérons au précédent mandat, allant de 5000 à 50.000 habitants, 12 ont été gagnées dès le 1^{er} tour, la 13^{ème} au second tour, il s'agit d'Aubagne, très convoitée par la droite, une situation qui n'est pas sans poser des interrogations chez les communistes quant à l'accord de second tour (très médiatisée) avec deux candidats du MoDem qui avaient demandé à rejoindre la liste.

Nous remportons certaines de ces communes avec des résultats indiscutables pouvant atteindre 75 % des voix face à la droite, dans des endroits où Sarkozy a réalisé 55 % des voix il y a 9 mois, c'est-à-dire des différentiels à droite de 30 à 40 points perdus en moins d'un an.

La population qui a un maire communiste ou apparenté représente 280.000 habitants. soit 25% du département hors Marseille. Cela situe le niveau de nos responsabilités.

Aux cantonales, nous avons 6 sortants, nous en perdons 3, dont les 2 de Marseille au profit du PS après le découpage des cantons imposé par la droite en 2004, et nous regagnons le canton de Gardanne perdu en 2001 face à un député UMP.

Un mot sur Marseille où nous arrivons à la fin d'un cycle, car après la perte de la circonscription, des cantons, nous ne gérons plus la mairie de secteur et nous sortons avec moins d'élus qu'au précédent mandat, ce qui n'était pas fatal, nous pouvions avoir un autre résultat si l'entrée en campagne dans la 2^{ème} ville de France, avait été différente.

Nous avons tout de même bien résisté et grâce à l'implication exceptionnelle des communistes, nous avons réussi à déjouer la stratégie du Parti socialiste.

Sans ce que nous avons fait, je ne suis pas certain, je suis même convaincu du contraire, que la gauche ne gérerait pas la Communauté urbaine de Marseille.

C'est la fin d'un processus d'une trentaine d'années, que nous avons commencé à analyser et à partir duquel nous prenons des dispositions pour aller à la reconquête et pas seulement dans les quartiers nord de la ville.

Au-delà de Marseille, nous voyons bien que dans les communes supérieures à 100.000 habitants, nous nous retrouvons dans un type de scrutin national. Il y est difficile d'asseoir une crédibilité par une proximité que nous avons peu à peu perdue, particulièrement dans les cités.

Nous avons donc une mosaïque de situations dans notre département, qui fait qu'il ne sera pas de mon propos de modéliser telle ou telle démarche, d'uniformiser, de généraliser, d'amalgamer ou encore de stigmatiser des pratiques et des situations.

Alors qui sont ces élus ?

Nos élus sont en gestion, dans des majorités, dans des oppositions comme à Marseille (800.000 habitants) mais parfois isolés, politiquement, voire même géographiquement comme dans le nord du département.

De générations très différentes, nous avons des camarades très rompus à l'exercice du pouvoir local depuis plusieurs décennies, ce qui pose la façon de transmettre l'expérience et de passer le relais. Nous avons enfin de nombreux et parfois jeunes camarades pour qui c'est le 1^{er} mandat depuis le mois de mars.

Quelle est leur pratique ?

Nos élus sont, dans leur grande majorité, ancrés dans la population avec une démarche de proximité.

Ils se battent, ils consacrent beaucoup de temps à leur mandat, à être sur le terrain, d'où leur connaissance des gens, et la reconnaissance qu'ils en tirent, avec le pendant de cette posture, c'est parfois un enfermement dans des problématiques locales, prises isolément des incidences et les enjeux au plan départemental, régional, national, voire même au plan mondial, on le voit en ce moment avec les crises financière et alimentaire.

Ils sont conscients de leur utilité concrète, au quotidien, tout en renvoyant au Parti, la question du changement, du dépassement du capitalisme. N'y a-t-il pas là une question essentielle à travailler, à savoir la cohérence entre visée et pratique au quotidien pour y arriver ?

La proximité me fait également réfléchir sur ce qu'elle peut induire de conceptions différentes. Nous parlons beaucoup de démocratie participative, d'autres aussi, mais dans les faits, n'y a-t-il pas une tendance à rabaisser le niveau politique pour être au niveau des citoyens ? Ce qui conduit, inconsciemment à ne pas se donner les moyens de lutter contre la pédagogie du renoncement, et à éloigner la crédibilité d'un changement profond de politique et de société.

On le constate dans la difficulté à dépasser le stade de la résistance aux coups portés. Dans ce registre, le PS peut faire et fait autant sinon mieux.

Ce n'est pas, bien entendu une question posée seulement aux élus, elle est aussi posée à tout le Parti.

Attachés aux valeurs communistes, nos élus exercent leur mandat en toute autonomie. Et cela n'est pas contestable.

Mais quand arrive une élection, à l'analyse de ce que nous avons vécu à Marseille, par exemple, la tendance n'a-t-elle pas été trop forte ces derniers temps que certains élus décident

eux-mêmes de la stratégie du Parti et cherchent à imposer leur point de vue aux communistes ?

Je pense ainsi que le doute sur la perspective a pu conduire à ces attitudes, à des prises d'initiatives personnelles, usant du statut d'élu – les élus sont plus médiatisés, donc entendus. Ce qui laisse imaginer que dans le parti, les adhérents ne comptent pas tous pour un dans l'exercice démocratique.

Pour autant, la plupart de ces initiatives et prises de position est essentiellement motivée par la recherche de l'intérêt du Parti, de la politique que nous menons, et dans l'intérêt général et des populations. Peu d'exemples traduisent une aventure personnelle.

Bien sûr le doute existe quant à la capacité du Parti à ouvrir une perspective de changement, de transformation sociale. Et ce doute n'est pas sans conséquence sur leurs choix et peut se traduire parfois, par une prise de distance, par la recherche d'autres voies, tout en restant communistes. Très peu vont jusqu'à quitter le PCF.

Dans le cas des municipales à Marseille, où 11 Conseillers municipaux sur 12 rallient le PS sans condition, cette initiative en dit long sur l'état des désaccords.

Dans ce cas précis le désaccord a été tranché par la souveraineté des camarades, mais la question de fond n'en n'est pas moins posée et reste entière.

Nous sommes loin d'une question de personne ou d'ambition personnelle, encore moins d'une OPA de quelques élus contre « l'autorité » fédérale.

Le problème est posé à tout le Parti, à tous les camarades pour y trouver les réponses susceptibles de modifier le rapport du Parti avec les élus de ce même Parti. C'est une question posée à notre Congrès.

Toujours sur la question des désaccords qui sont certainement à l'origine d'une certaine tension entre Parti et élus, notons que dans les Bouches du Rhône, la baisse d'influence nationale alimente la recherche de réponses autres que celles de nos congrès.

Les échecs de cette recherche ont conduit à privilégier la dimension locale au détriment de la bataille politique pour une réelle alternative politique. Et paradoxalement, ce choix peut aussi expliquer sans doute les assez bons résultats aux municipales.

Devant ces différentes postures, devant cette division, qui donnent le sentiment de cafouillage, les communistes demandent de la cohérence.

C'est ce qu'il nous faut peut être savoir mieux travailler : comment accepter la différence, la diversité et travailler ensemble pour des objectifs communs ?

Le mot respect revient le plus souvent. Plus que cela je pense qu'il y a besoin de rencontres, collectives mais aussi individuelles. Passer du temps pour écouter, comprendre. Du temps pour se connaître, donc pour s'accepter dans la différence, c'est la base du respect, d'où naît la confiance.

Il y a besoin d'expériences communes, ce qui pose la nécessité de dégager du temps, de faire des priorités pour cela, d'où la question du non cumul de mandat pour ne pas être enfermé dans la gestion.

Certains camarades, y compris parmi eux des maires - les plus anciens – au-delà de la cohérence, réclament de la rigueur, allant jusqu'à de la discipline dans le Parti par rapport à certaines initiatives prises par quelques élus, de ne pas associer les communistes à la réflexion, et la décision...

Ils visent là, l'expérience des collectifs antilibéraux, du soutien à d'autres candidats que Marie George lors de la Présidentielle et l'expérience douloureuse de Marseille.

En fait ce qui est souvent reproché c'est le non respect de la démocratie, de la décision prise majoritairement. Que l'on soit élu ou non.

Démocratie, souveraineté, ce sont des exigences qui montent. Ce ne doit pas être de vains mots.

Démocratie, souveraineté sont d'ailleurs appréciés par des nouveaux adhérents qui témoignent : « ce qui est bien au Parti communiste, c'est le débat démocratique, la liberté de ton. Mais il ne faut pas que ça se traduise par chacun fait ce qu'il veut quand une décision est prise. Ce serait alors l'auberge espagnole ».

Concernant les rapports entre les élus et le Parti, et vice et versa, ils ont beaucoup évolué ces dernières années

L'attachement aux valeurs communistes, dont je parlais plus haut, est un formidable atout. Il ne traduit pas forcément un attachement au Parti, car parfois un certain nombre d'élus semblent embarrassés par le Parti. Que faire de cet outil ?

Au point que la souveraineté des adhérents n'est pas ou n'est plus leur souci principal. Il y a une sorte d'inversion du pouvoir entre les adhérents et les élus, au profit de ces derniers.

Certains pensent qu'ils sont les seuls à pouvoir sauver ce qu'il est encore possible de sauver en attendant mieux.

Ce qui pousse encore plus à l'image d'un Parti d'élus, comme une dérive, c'est une appréciation qui ressort de plus en plus, alors que les élus prennent ces initiatives le plus souvent pour l'intérêt général.

Mais sur cet aspect, parti d'élus, qui tend à stigmatiser les élus, je pense qu'il faut éviter 2 écueils : celui qui nous amènerait à la position de la LCR et qui s'exprime parfois : « tant pis si nous n'avons pas d'élus, soyons nous-mêmes ». Or quelle est notre identité profonde ? Quelle est notre raison d'être ? Ou l'écueil qui pourrait nous conduire à être élu à n'importe quel prix.

Il y a nécessité de revenir à la voie démocratique que nous avons choisie, la place des élus est essentielle pour y représenter les intérêts des citoyennes et des citoyens. C'est un élément important de la souveraineté du peuple.

Nous n'aurons jamais trop d'élus pour porter les voix et les intérêts des citoyens à tous les niveaux de la société. D'ailleurs je constate que nous n'avons jamais eu autant d'actes de candidatures au lendemain des municipales et des cantonales pour les prochaines régionales. Idem pour les sénatoriales qui ont lieu en septembre pour nous.

Par contre, il y a besoin de réfléchir à la place de chacun et à la complémentarité Parti / élus.

Par exemple en aidant les élus à sortir de la logique de gestion. Un travail en direction des groupes pour prendre les questions de façon politique peut faire avancer.

De nombreux élu-es jeunes viennent de rentrer en responsabilité. Comment faire pour que leur enthousiasme ne soit pas émoussé ?

Comment faire pour qu'ils prennent toute leur place au sein des conseils municipaux, pas seulement pour lever la main mais pour faire l'expérience commune de changement au niveau local, pour crédibiliser que la politique c'est la clé du possible à tous les niveaux.

Les communistes comme la population, ont besoin de voir ce qui fait la différence entre un élu communiste et un autre. Cela demande de faire plus de politique en impliquant les gens sur les questions locales et les faire réfléchir sur des enjeux plus globaux.

Parfois les camarades reprochent aux élus un manque d'investissement sur le terrain, dans les luttes et plus généralement dans l'activité militante.

A l'inverse les sections ne veulent pas être prises pour des « courroies de transmission » des villes que nous gérons, sinon le parti ne jouerait pas son rôle.

A noter que dans les Bouches du Rhône, les élus ne sont pas beaucoup organisés au sein de l'ADECRC. Ce qui a d'ailleurs fait défaut dans la dernière campagne.

Se posent des questions comme l'utilité de cet outil ? Une association, pour quoi faire ? Je ne vais pas ici développer les raisons des difficultés que nous rencontrons, mais les désaccords cités plus haut, y ont été transposés, et certains élus ont cherché à en faire une sorte de contre-pouvoir des structures du Parti. On voit bien que ce n'est pas la réponse recherchée par la majorité de nos élus et l'attente qu'ils ont de l'ADECRC.

Et les bons rapports des élus avec la Fédération, ne peuvent pas à mon sens se substituer à la nécessité d'une ADECRC qui fonctionne.

Demeure une question importante à approfondir : « pourquoi réussit-on lors d'élections locales et pas au niveau national ? »

Dans une AG de section, un camarade disait : « au niveau local on sent que le PC est une force, mais pas au plan national ». Et de rajouter : « On a peu de « ténors » comme au PS ».

Je pense que nous avons des personnalités locales connues et appréciées humainement, et qui ne prétendent pas changer le monde avec une municipalité.

Et qu'une des réponses possibles, au-delà de ce que le congrès devra amener comme orientations sur visée, démarche, stratégie, organisation, est l'articulation entre la manière dont le national prend les questions locales et la manière dont au niveau local on fait de la politique.

En conclusion

Je pense que les élus ne peuvent être élus durablement, tout seuls, et le Parti quant à lui ne peut gagner en crédibilité sans faire des élus un véritable point d'appui pour gagner au rassemblement et pour une alternative politique de changement.

Nous sommes condamnés à travailler ensemble pour sortir de l'impasse.

Evitons donc, de ramener la victoire au bon travail ou la défaite au mauvais travail de l'élu.

Bien sûr le travail de proximité de l'élu est essentiel mais il ne peut seul gagner la bataille politique et idéologique.